

# CURRICULUM VITAE

1. **Nom de famille:** MARCER  
 2. **Prénom(s):** Erland  
 3. **Nationalité:** Française  
 4. **Etat civil:** Marié **Téléphone :** +33 01 60 02 76 62 / +33 06 13 42 64 69  
 5. **Education:** **e-mail :** erland.marcer@free.fr/erlandmarcer0@gmail.com

| Etablissement (Date de – à)   | Titre(s) ou diplôme(s) obtenu(s):                     |
|---|---|
| Centre d'Etudes des Programmes Economiques, ENSAE (Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique), Paris (1982) | Diplôme de 3° cycle en Economie et Statistique        |
| Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional, Aix en Provence (1976)  | Diplôme de 3° cycle en aménagement régional et urbain |
| Université de Provence, Aix en Provence (1972)  | Maîtrise en Sciences Sociales                         |

**6. Connaissances linguistiques (Echelle de compétence de 1 à 5: 1 = excellent; 5 = connaissance de base):**

| Langue    | Lecture   | Oral      | Écrit     |
|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Français  | Excellent | Excellent | Excellent |
| Anglais   | Excellent | Très bon  | Très bon  |
| Espagnol  | Excellent | Très bon  | Très bon  |
| Portugais | Excellent | Bon       | Bon       |

7. **Appartenance à un organisme professionnel :** Membre de l'ADP (Association des Professionnels pour le Développement Urbain et la Coopération)

8. **Autres compétences:** Maîtrise de l'outil informatique

9. **Fonction actuelle :** Ingénieur Economiste et formateur

10. **Nombre d'années dans l'entreprise :** Expérience professionnelle globale de plus de 35 ans, dont la plus grande partie en cabinets d'études – conseil spécialisés en économie, urbanisme -aménagement et développement territorial

**11. Qualifications principales**

- Excellente connaissance du **processus de décentralisation (volets administratifs, financiers et fiscaux)** en France, en Afrique subsaharienne et au Maroc, notamment dans les **pays de l'UEMOA**
- Expérience dans la **mise en œuvre des projets de décentralisation fiscale et financière et de mobilisation des ressources locales**
- Expérience dans la **gestion des fonds de développement des collectivités locales** en Afrique subsaharienne (Fonds de Développement Communautaire du Rwanda)
- **Expérience de renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales et des services de l'Etat conception et mise en œuvre des programmes de formation des cadres nationaux et territoriaux et d'élus locaux à la gestion financière des collectivités locales en France et en Afrique subsaharienne**
- Excellente connaissance des **finances locales** et de la **gestion des collectivités locales en Afrique subsaharienne, notamment dans les pays de l'UEMOA à travers l'élaboration de budgets participatifs des municipalités**
- **Très grande expérience dans le domaine du développement local et régional, développement urbain.** Expérience dans la réalisation des **schémas directeurs d'aménagement, contrats de ville, diagnostics intersectoriels et institutionnels, stratégies et plans d'action, financement du développement local, notamment dans le cadre des programmes du FSE (Objectif 3) et du FEDER (Objectif 2, INTERREG)**
- Expérience des dispositifs de la **politique de la ville (Contrats de ville, Grands Projets Urbains)** et de la **restructuration des quartiers insalubres** en France et en Afrique Subsaharienne
- Expérience dans le **suivi et l'évaluation à mi-parcours et ex post des politiques publiques, des projets de développement régional ou des projets sectoriels** d'appui aux PME et TPE (France, Afrique subsaharienne) ; mise en place de **bases de données** et de **tableaux de bord pour le suivi des investissements publics** (Rwanda)
- Conception, programmation et montage de **projets de développement local** (France, Palestine, Afrique subsaharienne) : marché, concurrence, positionnement institutionnel, programmation des investissements, évaluation des coûts d'investissement et de fonctionnement, tarification, plan de financement, compte de résultat prévisionnel
- Expérience probante de **programmation et gestion des investissements publics au Liban, au Rwanda, en RCI, au Gabon, en Guinée, en Mauritanie, aux Comores, au Maroc, notamment pour l'habitat, les infrastructures urbaines, l'eau et l'assainissement, la collecte des déchets** (Plan National de l'Habitat du Gabon, Programme d'Investissements Publics des villes de l'intérieur de RCI, Schéma d'assainissement de Moroni, Plan de Développement de Freetown, Projet d'Hydraulique Rurale de Haute Guinée).
- Bonne maîtrise des règles comptables et financières applicables aux établissements publics : **analyse, construction et formalisation de comptes d'exploitation prévisionnels de centres de profit, de services marchands, d'associations, de structures intercommunales** (EPCI notamment)
- Expérience prouvée en **suivi et contrôle financier** : audit et suivi financier de dispositifs d'appui et de financement de la création de Très Petites Entreprises (small business), **mise en place de tableaux de bord et systèmes de reporting** sur la réalisation de programmes régionaux (Plans Etat/Région et DOCUP, programmes communautaires)
- Expérience du **management de projets** en tant que team leader dans le cadre de l'assistance technique aux divers ministères chargés de la mise en œuvre de la décentralisation, notamment selon les **procédures de l'UE**, coordination avec les maîtres d'ouvrages et les financeurs (agences de financement et ministères, programmation des interventions des experts, direction des équipes d'experts locaux ou internationaux sur le terrain, suivi des travaux, suivi budgétaire et comptable , rédaction des appels d'offres pour les études et les travaux, reporting aux comités de pilotage, monitoring)
- **Organisation de séminaires et d'ateliers, et d'actions de capitalisation et de communication inter partenariales**
- Excellente capacité rédactionnelle (rédaction de nombreux rapports de missions en France et à l'international).

## 12. Expérience spécifique hors des pays de l'UE

| Pays/financeur                                     | Date                          |
|--|-------------------------------|
| Burkina Faso                                       | Mai 2022 (projet en attente)  |
| Burkina Faso et pays du Sahel                      | Décembre 2019 - mai 2020      |
| Maroc (Union Européenne / AFD)                     | Février 2017 - septembre 2020 |
| Angola (Union Européenne)                          | Novembre 2016 - avril 2017    |
| Asie du Sud Est et Sri Lanka (AFD)                 | Juillet 2016 - juin 2017      |
| République Démocratique du Congo (Banque Mondiale) | Mars 2015 - mars 2016         |
| Guinée (UE)  | Septembre 2010 - août 2011    |
| Cameroun (GIZ)                                     | Avril - août 2010             |
| Sierra Leone (UE)                                  | Juin - juillet 2008           |
| Guinée (BAD)                                       | Février - mars 2008           |
| Rwanda (BAD)                                       | Mai 2004 - juin 2005          |
| Palestine (Coopération Belge)                      | Avril - mai 2000              |
| Comores (Banque Mondiale)                          | Mars 1996 - août 1997         |
| Mauritanie (Banque Mondiale)                       | Janvier - avril 1987          |
| Sénégal, RCI (Banque Mondiale)                     | Oct. 1986 - janvier 1987      |
| Côte d'Ivoire (Banque Mondiale)                    | Mars - juillet 1983           |
| Gabon  | Oct. 1982 - juillet 1984      |
| Liban (PNUD)                                       | Oct. 1980 - avril 1981        |
| Arabie Saoudite                                    | Oct. 1978 - juillet 1979      |

## 13. Expérience professionnelle (sélection)

| De – à   | Lieu         | Organisation          | Fonction             | Description   |
|----------|--------------|-----------------------|----------------------|---|
| Mai 2022 | Burkina Faso | SOFRECO<br>0141279595 | Directeur de mission | <p>■ <b>Appui au renforcement des capacités techniques et financières de la Commune de Bobo-Dioulasso et Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du Projet de Développement économique local Durable (PDeLD) de Bobo-Dioulasso (projet en attente)</b></p> <p>Activités prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de la mobilisation fiscale : renforcement et développement de l'approche partenariale des assiettes et du recouvrement, élaboration de la stratégie communale de mobilisation des acteurs externes (DRI, DRT, SONABEL, ON)</li> <li>Définition de la stratégie de numérisation des activités fiscales de la Commune, mise en œuvre de la stratégie (équipements, logiciels, paramétrage) en lien avec les DRI DRT, renforcement des capacités des utilisateurs finaux (Commune, SGEIM, STD)</li> <li>Développement d'actions de sensibilisation et formation, élaboration des modules de formation, organisation d'un voyage d'étude dans la sous-région, révision de la stratégie et appui à la mise en œuvre du plan de communication</li> <li>Renforcement des capacités de collecte, appui au recensement exhaustif des zones à fort potentiel fiscal, appui au renforcement des contrôles systématisés des sanctions (basé sur le revenu territorial), réalisation d'études socio-économiques et orientation sur les politiques tarifaires, revue des contractualisations avec les sous-occupants du domaine public</li> <li>Appui à l'UGP pour la facilitation de la mise en œuvre de projets d'équipements marchands : définition et aux modalités d'utilisation d'outils de suivi et de pilotage, définition du cadre de concertation (identification des acteurs directs et indirects et des personnes impactées par le projet (PAP), coordination générale des parties prenantes (UGP, MOS, MOE, SGEIM), suivi et mise à jour du plan de travail de l'AMO, mise en place des outils de suivi financier et pour le suivi des paiements</li> <li>Appui à la passation de marchés</li> <li>Mise en œuvre d'une approche environnementale et sociale (appui à la mise en œuvre des engagements E&amp;S de la MO, renforcement des capacités sur la gestion des mesures E&amp;S relatifs aux projets et normes)</li> <li>Appui à la mise en œuvre d'une approche genre (Etablissement d'un plan d'action genre en lien avec le PEES)</li> <li>Mise en œuvre d'un dispositif de suivi évaluation</li> <li>Appui à la communication (stratégie et plan de communication)</li> <li>Appui à l'opérationnalisation de la SGEIM : appui à la formalisation de documents cadres stratégiques (établissement des</li> </ul> |

| De – à                       | Lieu                                   | Organisation   | Fonction  | Description  |
|------------------------------|--|--|---|--|
|                              |  |  |   | <p>conventions d'exploitation des équipements marchands de la SGEIM, élaboration du manuel de gestion administrative et financière et manuel de procédures de la SGEIM, accompagnement de la SGEIM dans la contractualisation des services confiés aux opérateurs privés), appui au développement d'outils de suivi de la performance de la SGEIM (tableaux de bord et indicateurs), appui au recrutement avec une approche sensible au genre, appui à la projection et gestion financière, réalisation d'enquêtes et d'études socio-économiques, informatisation des guichets, plan de renforcement des capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de la résilience alimentaire de la ville et soutien à l'emploi : Identification des modalités pour la mise en place d'activités de tri, compostage, valorisation des déchets, étude de dimensionnement économique et technique, appui à la mise en œuvre du dispositif de compostage</li> <li>• Activité de résilience "équipement frigorifiques pour la conservation des denrées alimentaires" : élaboration de la stratégie d'appui à la SGEIM sur la gestion du mécanisme de cofinancement, réalisation de modules de formation sur les outils de gestion, suivi, reporting</li> <li>• Organisation et animation d'évènements : réalisation des actions de formation, plan et actions de communication/sensibilisation, voyage d'étude</li> <li>• Coordination, reporting et suivi évaluation</li> </ul> |
| Décembre 2019 – mai 2020     | Burkina Faso<br>60 h/j                 | ESPELIA<br>AFD<br>Adrien Faugère<br><a href="mailto:Adrien.faugere@espe lia.fr">Adrien.faugere@espe lia.fr</a><br>+33 (0)1 44 51 09 50                         | Chef de mission   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique à l'Agence Française de développement pour l'évaluation de ses projets en Afrique subsaharienne</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre de l'assistance technique à l'AFD, évaluation des appuis techniques et financiers du Partenariat Mondial de l'Education (PME) et de l'AFD aux programmes d'éducation de base du Burkina Faso : PDSEB (2013-2016) et PSEF (2017-2020). Evaluation des appuis aux programmes selon la méthodologie de l'AFD (pertinence, cohérence, efficacité, efficience et durabilité, valeur ajoutée de l'AFD et du PME), organisation d'un atelier de synthèse avec l'ensemble des partenaires publics et privés.</li> </ul> </li> </ul>  |
| Février 2017- septembre 2020 | Maroc<br>120 h/j                       | Groupe Huit - GRETE<br>Union Européenne<br>Agence Française de Développement<br>Eduardo Brisson, Dr<br>+33 (0)1 46 12 47 50<br>Eduardo.brisson@groupe huit.com | Expert en gestion urbaine, appui institutionnel et renforcement des capacités | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique à la mise en œuvre de la Facilité d'Investissement pour le Voisinage (FIV) de l'Union Européenne auprès de la Société d'Aménagement Zenata, pour la conception et l'aménagement de la ville nouvelle de Zenata, opération pilote d'Eco Cité Durée : 39 mois. Budget : 4 millions d'euros</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre de l'assistance technique, <b>expert en Gouvernance et gestion des services publics</b>, chargé du renforcement des capacités et de la formation en gestion des services urbains et en gestion financière du personnel de la SAZ, des services de l'Etat, des partenaires techniques et des collectivités locales impliqués dans la réalisation de la ville nouvelle : pilotage de l'étude prospective sur la gestion des services urbains de la Ville Nouvelle, <b>conception et réalisation du programme de formation des personnels techniques concernés, organisation des séminaires et ateliers thématiques nationaux</b>, organisation des voyages d'études internationaux sur les principales composantes de la gestion des villes nouvelles.</li> </ul> </li> </ul>   |
| Novembre 2016 - avril 2017   | Angola<br>70 h/j                       | Expertise France et Institut Camoes<br>Union Européenne<br>Odile Radisse, chargée de projets<br>+33 (0)1 70 82 73 83<br>odile.radisse@expertisefrance.fr       | Expert en formation professionnelle   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Appui technique au projet de Revitalisation de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle en Angola (RETFOF). Durée : 60 mois. Budget : 22 millions d'euros</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution à la mise en œuvre du projet : revue documentaire, participation aux réunions préparatoires à Lisbonne avec l'Institut Camoes, préparation du contrat de délégation PAGODA entre l'Union Européenne, l'Institut Camoes et Expertise France, finalisation du plan d'activités sur 5 ans, notamment pour les actions de formation à l'entrepreneuriat, élaboration du budget des interventions, plan de passation de marchés avec les divers intervenants identifiés, rédaction des fiches de postes de l'assistance technique de long terme, plan d'organisation du projet.</li> </ul> </li> </ul>   |
| Juillet 2016 – juin 2017     | Asie du Sud Est et Sri Lanka<br>50 h/j | Groupe Huit<br>Agence Française de Développement<br>Guillaume Josse, Dr<br>+33 01 46 12 47 50<br>guillaume.josse@groupe huit.com                               | Expert financier  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Dans le cadre du projet « Urban operators in South East Asia and Sri Lanka », appui technique à l'identification d'opérateurs urbains en vue de financer des projets urbains intégrés dans l'ensemble des pays concernés</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception du questionnaire et des critères financiers de sélection, identification et analyse des opérateurs urbains éligibles au financement de l'AFD à partir d'une évaluation de leurs performances financières.</li> <li>• Sélection d'opérateurs urbains et de territoires compatibles avec les critères de financement de l'AFD et la cadre de la décentralisation dans les pays concernés.</li> <li>• Evaluation financière des opérateurs urbains.</li> </ul> </li> </ul>   |

| De – à   | Lieu  | Organisation   | Fonction  | Description   |
|--|---|--|---|---|
| Mars 2015- mars 2016   | République Démocratique du Congo<br>220 h/j | Techniplan<br>Banque Mondiale<br>Mahine Diop, Chef de projet du PDU (Banque Mondiale)<br>Damas Mputu Ikali, Secrétaire Permanent du PDU<br>damasmputuikali@mail.com  | Chef de mission   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique au Secrétariat Permanent du Projet de Développement Urbain de la RDC, Ministère de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat (MINATUH) pour la mise en œuvre du PDU, chef de mission du programme de renforcement des capacités des villes (EVRC). Budget : 3,65 millions de \$ US.</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Coordination du programme de renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage municipale des agents des 6 villes cibles.</b> Thèmes d'intervention : maîtrise de l'outil informatique, plans de passation des marchés, gestion des projets, élaboration des budgets annuels participatifs, élaboration des plans d'investissement triennaux, plans de mobilisation des organisations de la société civile, plans d'amélioration des recettes propres des municipalités, encadrement des dépenses municipales, programmation et financement des investissements publics, gestion environnementale et sociale des projets, <b>Plans Urbains de Référence</b>, plans d'adressage, plans de gestion du patrimoine...</li> <li>● <b>Renforcement des capacités des personnels des villes, des services déconcentrés de l'Etat et des Organisations de la Société Civile dans les domaines précités, élaboration et suivi du plan de formation (1400 stagiaires prévus).</b></li> <li>● Appui au Secrétariat Permanent du PDU : formation des agents, rédaction des termes de référence des différents volets du programme d'intervention... Diagnostics organisationnels, financiers et fiscaux de municipalités</li> <li>● Diagnostic des dispositifs de formation existants</li> <li>● Appui conseil aux organismes de formation en vue d'adapter leurs programmes à la formation des personnels des collectivités locales</li> <li>● Appui aux villes pour l'atteinte des objectifs de performance assignés par le PDU (5 conditions de base et 13 critères de performance).</li> <li>● Suivi et évaluation des interventions, contrôle qualité, rédaction des rapports d'activités périodiques, rapportage des travaux auprès du MINATUH et de la Banque mondiale</li> <li>● Coordination des missions des consultants internationaux et nationaux</li> </ul> </li> </ul> |
| janvier 2001 à mai 2004, juin 2005 à septembre 2010, et octobre 2011 à août 2014 | France et Europe<br>2600 h/j                | AFPA (Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes) www.afpa.fr<br>01 48 70 50 00<br>Michèle Cambraye, Directrice<br><a href="mailto:Michele.Cambraye@afpa.fr">Michele.Cambraye@afpa.fr</a> | Ingénieur de formation, économiste en charge de l'approche territoriale, du marketing et de la veille stratégique | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique à l'AFPA pour la définition de son approche territoriale et pour le montage de projets de formation et la formation (politique de la ville, programmes communautaires PIC Emploi, EQUAL, Interreg III), pour le compte des conseils régionaux et départementaux, des communes et de leurs groupements (communautés de communes).</b></li> <li>■ Définition de l'offre de service pour les plateformes d'accompagnement vers l'emploi de l'AFPA, pour le compte des municipalités françaises</li> <li>■ <b>Réalisation d'études économiques et d'évaluations dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle, dans le cadre des programmes communautaires et des fonds structurels européens (FEDER et FSE 3) :</b> programmes européens « âge et travail dans la construction », « plan égalité hommes/femmes », pour le compte des conseils régionaux et départementaux français.</li> <li>■ Contribution à la définition de la stratégie d'intervention de l'AFPA sur les actions pilotes d'emploi formation : programmes de formation interentreprises, <b>programmes de formation des intervenants des quartiers de la Politique de la ville - organisation du séminaire national AFPA / Ministère de la Ville, pour le compte de l'Etat et des collectivités locales françaises.</b></li> <li>■ Réalisation d'études de marché sur les services d'orientation et de pré qualification de l'AFPA, en collaboration avec les membres du Service Public de l'Emploi (Etat, syndicats et collectivités locales)</li> <li>■ Contribution à la mise en place de la démarche qualité dans les dispositifs d'orientation et de préqualification des centres de formation et des centres régionaux d'orientation professionnelle (CROP) en particulier sur la gestion des projets, les organisations de travail, le service à la clientèle, l'analyse des coûts, la politique de tarification, en collaboration avec les membres du Service Public de l'Emploi (Etat, syndicats et collectivités locales)</li> <li>■ Gestion et coordination des projets. pour le compte des directions nationales et régionales et des centres de formation de l'AFPA</li> </ul>   |
| Septembre 2010 - août 2011   | Guinée<br>200 h/j                           | Institutions et Développement (I&D)<br>Union Européenne<br>Yayé Mariama Diallo, Directrice   | Chef de mission   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique au Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) pour la mise en œuvre de la décentralisation en Guinée, chef de mission</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Coordination du programme d'appui (PACPD) au MATD, gestion technique et financière du programme (2,5 M €), en relation avec les autres ministères et les divers partenaires techniques et financiers</li> <li>● Appui technique aux directions du MATD</li> <li>● <b>Rédaction des termes de référence des différents volets du programme : système de suivi évaluation, redéfinition des profils de postes, programme de renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des municipalités</b> et de formation</li> </ul> </li> </ul>   |

| De – à                    | Lieu                   | Organisation  | Fonction  | Description  |
|---------------------------|------------------------|---|---|--|
|                           |                        | Nationale de la Décentralisation<br>(224) 67 37 84 26   |   | des agents de l'Etat et des collectivités locales (500 stagiaires prévus), création des Régions, état des lieux pour la <b>définition des investissements prioritaires dans les communes urbaines et rurales, dispositif de financement de la décentralisation et du développement local adapté aux communes urbaines et rurales, définition des ressources propres des communes et des transferts de l'Etat</b> , projet de création d'un <b>fonds d'investissement pour les collectivités locales</b> , redéfinition des <b>instruments de gestion foncière</b> , en conformité avec les procédures du Xème FED <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination des missions des consultants internationaux (300 jours/experts) et nationaux (800 jours/experts) et des cadres du Ministère</li> <li>• Reporting des travaux auprès du MATD et de l'Union Européenne</li> </ul>  |
| Avril -<br>Août<br>2010   | Cameroun<br>70 h/j     | VNG International<br><br><b>GIZ</b><br>Rolf Swart,<br>Business Unit<br>manager<br>+31 70 3738264<br><a href="http://www.vng-international.nl">http://www.vng-international.nl</a>   | Expert financier et<br>institutionnel, chef<br>de mission | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique à GIZ et au Ministère de l'Economie, de la Planification Régionale et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) pour la conception et la mise en œuvre d'un modèle national de contrat de plan et de répartition des compétences entre l'Etat et les communes :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• définition du contenu et des modalités de mise en œuvre du contrat plan entre l'Etat et les communes</li> <li>• <b>élaboration et test d'un guide méthodologique d'élaboration du contrat plan visant au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des municipalités</b> (audits urbain, financier et organisationnel, diagnostic et stratégie de développement, plan d'investissements prioritaires, plan d'entretien prioritaire, plan d'ajustement municipal, calendrier de réalisation, plan de financement, système de suivi et de monitoring, diffusion des résultats) et des outils de négociation, de signature et de mise en œuvre du contrat plan</li> <li>• élaboration d'outils réglementaires régissant l'organisation et les conditions de contractualisation entre Etat et communes en vue de la répartition des financements des investissements et des mesures d'entretien</li> <li>• définition des critères d'éligibilité au contrat plan</li> <li>• définition d'un modèle opérationnel de contrat plan</li> </ul> </li> </ul>   |
| Juin -<br>juillet<br>2008 | Sierra Leone<br>40 h/j | Urbaconsulting<br><br>Union Européenne<br>(contrat cadre<br>BENEF)<br>Bruno Valfrey, Dr<br>+33 04 90 22 57 80   | Expert en<br>finances locales                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique à l'ordonnateur national du FED et au Freetown City Council (Municipalité de Freetown) pour l'élaboration du Plan de Développement de Freetown :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• analyse de l'organisation financière et de la gestion financière de la Municipalité de Freetown,</li> <li>• à partir d'une analyse approfondie des finances municipales, bilan des ressources financières de la Municipalité (ressources propres, transferts de l'Etat liés à la dévolution des compétences) et de ses dépenses pluriannuelles,</li> <li>• évaluation des prévisions budgétaires,</li> <li>• étude du système fiscal et des opportunités de recouvrement des taxes et redevances; évaluation du potentiel fiscal de la Municipalité,</li> <li>• étude de la coordination de dépenses entre les différentes administrations publiques, pour le financement et l'entretien des équipements et des infrastructures urbaines (voirie, eau et assainissement, collecte des déchets...),</li> <li>• recommandations pour la réorganisation du Département financier du City Council,</li> <li>• conception du programme de renforcement des capacités et de formation du personnel du Département financier du City Council,</li> <li>• <b>recommandations pour une amélioration de la capacité financière de la Municipalité ; recommandation d'actions d'appui à la gestion municipale dans le cadre du Xème FED</b></li> </ul> </li> </ul>   |
| Février -<br>mars<br>2008 | Guinée<br>40 h/j       | Hydroconseil<br><br>Banque Africaine de<br>Développement<br>Bernard Collignon,<br>Président<br><a href="http://www.hydroconseil.com">www.hydroconseil.com</a><br>+33 04 90 22 57 80 | Expert financier  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Évaluation à mi-parcours du Projet d'Hydraulique Rurale de Haute Guinée.</b><br/>Activités : revue à mi-parcours du projet, analyse économique et financière, bilan des actions et travaux réalisés (forages, pompes, réseaux d'AEP, assainissement, renforcement des capacités, gestion du projet), analyse des performances dans la mise en œuvre du projet (conformité aux objectifs, qualité de réalisation, respect du chronogramme prévisionnel), exécution financière du projet (marchés signés, rythme de décaissement, coûts unitaires, impact de l'inflation et de la dépréciation du GNF, évolution du prix des intrants du projet, prise en compte de l'inflation dans l'actualisation des prix des marchés, comparaison entre les décaissements et le chronogramme du projet, reliquat sur le budget du projet à fin 2007, établissement du budget 2008, fonctionnement de l'UGP), scénarios et recommandations pour l'achèvement du projet, le renforcement des capacités du personnel de l'UGP, l'amélioration du cadre de gestion des ouvrages, notamment sur la gestion de l'eau par les nouvelles collectivités décentralisées (CRD) dans le cadre de la décentralisation, recommandations pour l'organisation du Service National pour l'Aménagement des Points d'Eau dans le cadre de sa démarche de qualité, établissement du cahier des charges pour la <b>formation des personnels</b> de l'UGP et du SNAPE, proposition d'indicateurs objectivement vérifiables (IOV) en relation avec le cadre logique pour l'évaluation finale du projet,</li> </ul> |

| De – à                  | Lieu                          | Organisation   | Fonction   | Description   |
|-------------------------|-------------------------------|--|--|---|
| Mai 2004 - juin 2005    | Rwanda<br>240 h/j             | SOFRECO<br><br>Banque Africaine de Développement<br><br>Bertrand Lesluyes,<br>Dr. Associé<br>Tel. +33 1 41279595<br>ecofi@sofrec.com | Expert en <b>développement régional et politique de décentralisation</b> | <p>réduction du rapport final.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Assistance technique au Ministère de l'Administration Locale et des Affaires Sociales (MINALOC)</b> en vue de l'amélioration du système de <b>programmation et de gestion des investissements publics dans le cadre de la décentralisation et de la maîtrise d'ouvrage des districts</b>: <ul style="list-style-type: none"> <li>● définition (i) de la <b>politique de développement régional et d'Aménagement du territoire</b>, (ii) du <b>système de programmation des investissements</b>, (iii) des <b>conditions de viabilité financière des collectivités décentralisées</b> : <b>mobilisation des ressources locales, aménagement de la fiscalité et des finances locales, choix des investissements</b></li> <li>● <b>Conception de la base de données et de tableaux de bord pour le suivi des projets d'investissements publics dans les districts</b>,</li> <li>● définition des <b>modalités d'intervention du Fonds Communautaire de Développement (fonds de financement des districts)</b> ; l'appui au développement des activités du FCDL et à sa gestion a porté sur l'adaptation du fonds au financement de la section d'investissement des collectivités décentralisées : (i) définition des règles de gestion du fonds, en particulier l'articulation avec le Budget et le Programme d'Investissement Public (PIP) ; (ii) définition des principes de fonctionnement du fonds (relations avec l'administration centrale et déconcentrée, représentation des collectivités décentralisées, relations avec les bailleurs de fonds internationaux) ; (iii) édicton de <b>règles de péréquation des crédits entre districts</b> sur une base annuelle et construction d'une formule de péréquation en fonction des caractéristiques socioéconomiques des collectivités décentralisées, de leur situation financière, de leur potentiel financier et de leurs besoins en infrastructures et en équipements, classement des collectivités potentiellement bénéficiaires dans le cadre d'un tableau de bord , à partir de ratios financiers et de gestion et d'indicateurs socioéconomiques ; (iv) première simulation des crédits d'investissement alloués aux différentes collectivités, à compter de l'année 2005, indiquant les engagements financiers par secteur (infrastructures à caractère économique, énergie, eau et assainissement, protection de l'environnement, transport, tourisme, télécommunications, équipements administratifs...) et par type de collectivité.</li> <li>● Accompagnement des projets de <b>coopération décentralisée</b></li> <li>● <b>montage du projet de formation de 600 cadres des provinces et des districts aux techniques de planification, de programmation et de gestion des projets de développement communautaire</b>,</li> <li>● gestion et coordination de la composante « décentralisation » du programme d'assistance technique</li> </ul> </li> </ul> |
| 1999 - 2004             | France<br>40 h/j              | Institut FORHOM<br>J.P. Dutilleul,<br>Directeur exécutif<br>+ 33 05 46 45 91 25  | Formateur  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Formation de fonctionnaires et maires africains à la gestion financière des collectivités locales</b> (Institut FORHOM, de 1999 à 2004). Promotions annuelles de 25 stagiaires. <b>Contenu de la formation</b>: contexte institutionnel et économique de la décentralisation, activités et modes d'intervention des communes, intercommunalité et mutualisation des services et équipements, le cycle du projet et sa mise en œuvre, analyse et diagnostic de la gestion financière d'une commune, finances locales et élaboration des budgets communaux, fiscalité locale (identification de la matière imposable, recouvrement), réalisation du diagnostic socioéconomique d'une commune, programmation des investissements, programmation des investissements.</li> </ul>  |
| Octobre 2002- Juin 2003 | France et Pays MEDA<br>60 h/j | Euroconsulting<br><br>Union Européenne programme Euromed ETES<br>Gérard Bouscharain,<br>Dr. (+33 01 53 05 80 00)                     | Consultant   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Expert associé à la conception et à la mise en œuvre du programme de l'UE sur l'Education et la Formation pour l'Emploi dans les pays MEDA (ETES- Euromed Education and Training for Employment), associant les pays de l'UE et 11 pays MEDA.</b> Etude approfondie des cas d'Israël, Palestine, Malte et Chypre. Contribution à l'organisation de la <b>conférence européenne de lancement du programme</b> et à l'animation des groupes de travail thématiques, <b>réduction des supports de communication, des notes d'orientation et du programme d'actions.</b></li> </ul>   |
| Avril-mai 2000          | Palestine<br>40 h/j           | Transtec<br>Ministère de la Coopération Belge<br>www.transtec-be<br>+32 - 2 - 266 49 50<br>Olivier Bribosia, Dr. de projets          | Consultant, team leader  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Étude de faisabilité d'un Centre Culturel Multifonctions à Jérusalem Est : étude de marché, consultation des partenaires potentiels du projet, plan d'activités, évaluation des coûts d'investissement et de fonctionnement, compte de résultat prévisionnel, plan de financement, plan de communication institutionnelle. Gestion et coordination du projet (team leader).</li> </ul>   |
| Janvier 1998 -          | France<br>660 h/j             | CESAM,<br>Pégase   | Directeur d'études, chef de  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Evaluation des programmes européens pour l'emploi et la formation professionnelle (FSE 2 et 3, PIC Emploi)</b> en Bourgogne et en Alsace, pour le compte des conseils régionaux (100 h/j).</li> </ul>   |

| De – à                      | Lieu  | Organisation   | Fonction   | Description   |
|-----------------------------|---|--|--|---|
| Décembre 2000               |   | Développement<br>CDC Consultants<br><br>Caisse des Dépôts et Consignations<br>Jacky Galand,<br>Directeur Général<br>+33 01 40 49 91 21<br>www.cesam.org<br>+33 01 48 24 19 39<br>Philippe Gouin,<br>Directeur<br><br>Gérard Blondet,<br>Directeur Général<br>+33 04 67 58 93 14<br>pegase.dev@wanadoo.fr | projets  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Etudes de faisabilité et de conception de projets de développement local</b>, à caractère culturel ou de formation pour le compte de municipalités françaises : diagnostic socioéconomique, recherche de partenaires, étude de marché, plan d'activités, définition des procédures d'instruction et de gestion des dossiers d'aide dans le cadre de la démarche qualité, compte de résultat prévisionnel, plan de financement, reporting (100 h/j).</li> <li>■ <b>Evaluation, études de marché et de mise en œuvre de dispositifs d'appui et de financement (fonds départementaux de prêts) de la création de PME et de TPE</b> dans plusieurs régions françaises (Auvergne, Basse-Normandie, Franche Comté) pour la Caisse des Dépôts et Consignations et les conseils régionaux concernés. Contribution au montage ou au renforcement de ces dispositifs, incluant : (i) l'étude de marché qualitative et quantitative (segmentation des bénéficiaires potentiels et évaluation de la demande de financement) ; (ii) la recherche de partenaires ; (iii) l'évaluation financière et organisationnelle ; (iv) le plan d'activités (financement du fonds de roulement des entreprises, appui technique, formation) ; la définition des procédures d'instruction et de gestion des dossiers de financement des entreprises dans le cadre de la démarche qualité de certification ISO 9001 ; (v) la simulation de l'exploitation (compte de résultat prévisionnel) ; (vi) le plan de financement et de fonctionnement du fonds de prêts ; (vii) le plan de communication (150 h/j)</li> <li>■ <b>Etude de faisabilité et appui au montage, pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations et des conseils régionaux</b> : (i) d'un fonds départemental de prêts d'honneur aux Très Petites Entreprises (TPE) du Jura (2000) et (ii) des plateformes d'initiative locale en région Basse Normandie (1999) ; (iii) évaluation et aide au développement des activités de la plateforme départementale de financement des entreprises « Cré –Entreprendre » en région Franche-Comté (1999), incluant la mise en place de la démarche qualité ISO 9000 (150 h)</li> <li>■ <b>Montage de plusieurs systèmes de suivi évaluation (tableaux de bord et indicateurs) des politiques régionales en France, notamment dans le domaine de l'emploi et de la formation et de la création d'entreprises, dans le cadre de l'évaluation des programmes européens pour l'emploi et la formation professionnelle (FSE 2 et 3, PIC Emploi)</b>, pour le compte des conseils régionaux : (i) du programme Objectif 2 en région Bourgogne (2000) ; (ii) du Programme d'Intérêt Communautaire (PIC) Régional Emploi en Région Alsace (2000) ; (iii) de la politique de la DRPJ de Bourgogne et Franche Comté (1998) ; (iv) des outils locaux d'aide à la création d'entreprises en Auvergne (1998) (100 h/j)</li> <li>■ Définition des nouveaux métiers et des programmes de formation liés au programme national des emplois – jeunes, pour le compte de la Direction Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (60 h/j)</li> </ul> |
| Mars 1996 – août 1997       | République des Comores<br>80h/j                         | BETURE Conseil<br><br>Banque Mondiale<br>Jérôme Bouissou,<br>Directeur Général<br>+33 01 53 61 53 61   | Directeur d'études,<br>chef de projets   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Réalisation du Plan de Développement Urbain de Moroni, Comores</b> : diagnostic intersectoriel et institutionnel (incluant l'organisation des services locaux dans le cadre de la municipalisation), stratégie et plan d'actions, programme de financement à 5 ans, plan d'occupation des sols, plan de mobilisation des ressources locales, coûts et standards de la construction, schéma d'assainissement, termes de références de l'enquête foncière. Gestion et coordination du projet (team leader)</li> </ul>   |
| Oct. 96 - janv. 97          | La Réunion<br>60h/j                                     | BETURE Conseil<br><br>Caisse des Dépôts et Consignations<br>Jérôme Bouissou,<br>Directeur Général  | Directeur d'études,<br>chef de projets   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Audit et évaluation du système régional de financement et d'appui à la création et au développement des petites entreprises réunionnaises. Gestion et coordination du projet (team leader)</b></li> </ul>   |
| Mars 1996 – août 1997       | France métropolitaine, Comores et La Réunion<br>200 h/j | BETURE Conseil<br>Jérôme Bouissou,<br>Directeur Général  | Directeur d'études,<br>chef de projets<br>aménagement,<br>urbanisme et<br>développement<br>local | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Evaluation de l'impact de l'Octroi de Mer sur les secteurs économiques en difficulté de la Réunion (mai à août 1995)</b></li> <li>■ Diagnostic économique pour le schéma directeur de la Marne en Ile de France.</li> <li>■ <b>Diagnostic socio-économique pour le Programme Local de l'Habitat de Saint Benoît, La Réunion</b></li> </ul>  |
| Janvier 1993 - février 1996 | France et République Tchèque<br>650 h/j                 | Consultant associé à plusieurs cabinets d'études et de conseil<br>Crédit Local de  | Consultant senior économiste, chef de projets  | <p><b>Réalisation d'études et de montage de projets :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Schémas directeurs de développement de municipalités et de zones d'activités, dans le cadre du cabinet TECSA, pour le compte de municipalités françaises (230 h/j).</li> </ul>   |

| De – à                  | Lieu                 | Organisation  | Fonction                                       | Description   |
|-------------------------|----------------------|---|--|---|
|                         |                      | France International, INSEE - Le CEPE, Agence acte Public Communication, Crédit Local International, TECSA Consultants, Faculté des Sciences, Nantes Jacques Villaine, Dr. Général +33 05 40 68 30 15 |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Rapport sur la stratégie développement du site pétrolier de Notre Dame de Gravenchon, dans le cadre du CEPE-INSEE, pour le compte de la Sté Exxon (100 h/j)</li> <li>■ Conception des supports de communication financière pour les communes/départements/régions, dans le cadre de l'Agence Acte Public Communication, pour le compte de municipalités françaises (70 h/j)</li> <li>■ Conception d'un département de formation au génie urbain, dans le cadre de la Faculté de Sciences de Nantes (120 h/j).</li> <li>■ Définition d'une méthode d'analyse financière des collectivités locales en République Tchèque, dans le cadre du Crédit Local International et pour le compte de la Caisse d'Epargne Tchèque. Activités : analyse économique des budgets municipaux, élaboration d'une méthode d'analyse des budgets municipaux et d'évaluation de la performance financière des collectivités locales tchèques</li> </ul> |
| Mai 91 - déc 92         | France 340 h/j       | Institut Atlantique de Génie Urbain Daniel Tardy, Président +33 05 40 68 30 66  | Directeur                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Animation et coordination d'un réseau national d'écoles d'ingénieurs, d'universités et de collectivités locales ; Organisation de séminaires professionnels ; Recherche et formation en génie urbain ; Plan de promotion et de communication des programmes de recherche et d'expérimentation. Gestion et coordination des programmes.</b></li> </ul>   |
| Oct 1989 - mars 1991    | France 320h/j        | Sema Group Management Consultants Jean-Paul Delattre, Dr. associé +33 01 43 20 12 19  | Directeur de projets                           | <p><b>Directeur d'études en charge de l'axe « développement local et régional » : réponse aux appels d'offres, réalisation des études techniques, animation de séminaires et de groupes de travail, appui aux maîtres d'ouvrage dans la conduite des programmes régionaux, encadrement des équipes d'intervention :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Montage et réalisation de projets de développement territorial associant entreprises et collectivités locales et territoriales (conseils régionaux et départementaux) : études de marché pour la réalisation de pôles d'activités, stratégies régionales de développement</b></li> <li>■ <b>Réalisation de Programmes Régionaux de Développement coordonnés dans des régions, pour le compte de conseils régionaux (Auvergne, Franche Comté)</b></li> <li>■ Encadrement de consultants seniors et juniors.</li> <li>■ Gestion et coordination des projets</li> </ul>                                |
| Oct 1987 - janvier 1988 | Niger, Sénégal 40h/j | SEDES (programme REXCOOP) Laurent Dalimier et Paul Kloboukof, Dr. adjoints + 33 01 47 70 61 61  | Consultant en économie et finance              | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Analyse de la structure des importations dans le secteur de la construction en Afrique.</b> Activités : analyse macroéconomique du secteur de la construction en Afrique, analyse du rôle des importations dans la fixation des prix de la construction, <b>étude de cas du Niger et du Sénégal</b>, recommandations pour le contrôle des prix de la construction en Afrique</li> </ul>   |
| Janvier - avril 1987    | Mauritanie 50h/j     | SEDES Banque Mondiale Laurent Dalimier, Dr. adjoint + 33 01 47 70 61 61   | Consultant en économie et finances municipales | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Schéma national d'aménagement du territoire de la Mauritanie.</b> Activités : diagnostic économique et financier sur les villes secondaires, réalisation des enquêtes économiques auprès des autorités locales, rédaction du rapport final sur le profil économique et les ressources financières et fiscales des villes secondaires</li> </ul>   |
| Oct 1986- janvier 1987  | RCI, Sénégal 40h/j   | SEDES Banque Mondiale, CDC Laurent Dalimier, Dr. adjoint  | Consultant en économie et finance              | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Financement du logement, pays de l'UMEOA.</b> Activités : diagnostic sur les mécanismes de financement du logement (règles de la BCEAO, mobilisation de l'épargne publique et privée, rôle des institutions financières dans le financement du logement, analyse des principales contraintes de financement du secteur, rôle des partenaires internationaux), évaluation détaillée du Sénégal et de la RCI, rédaction du rapport final. Gestion et coordination du projet (team leader)</li> </ul>  |
| Mars-juillet 1983       | Côte d'Ivoire 60h/j  | SEDES Banque Mondiale Laurent Dalimier,   | Consultant en économie et finances municipales | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Stratégie d'investissement public et programmation des investissements municipaux dans les villes de l'intérieur de la Côte d'Ivoire.</b> Activités : analyse de la base économique, de l'organisation administrative et des ressources financière des villes, plan d'action pour les investissements publics à réaliser, rédaction du rapport final.</li> </ul>  |

| De – à                      | Lieu                                     | Organisation  | Fonction   | Description   |
|-----------------------------|--|---|--|---|
|                             |  | Dr.adjoint  |  |   |
| Octobre 1982 - juillet 1984 | Gabon<br>360h/j                          | SEDES<br>Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, et de l'Aménagement du Territoire<br>Laurent Dalimier, Dr. adjoint | Chef de mission  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Appui au MUHAT pour la préparation et la mise en œuvre du Plan National de l'Habitat du Gabon</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Appui continu au MUHAT dans le pilotage d'un Plan national de l'habitat visant à concevoir et mettre en œuvre une gestion décentralisée du développement de l'habitat sur le territoire national</b> : coordination de la préparation et mise en œuvre du Plan, <b>étude socioéconomique des villes de l'intérieur, normes et standards des infrastructures et équipements</b> : normes et standards de la construction, des équipements et des infrastructures urbaines (dont voirie et réseaux d'assainissement), développement <b>de scénarios de financement de l'habitat pour la période 1985-2000</b>, rédaction du rapport final.</li> <li>● Coordination et gestion technique et financière du projet, reporting</li> </ul> </li> </ul>   |
| Juillet 1982 - octobre 1989 | France, Afrique subsaharienne<br>1600h/j | SEDES<br>Laurent Dalimier et Paul Kloboukof, Dr. adjoints<br>+ 33 01 47 70 61 61                                    | Consultant senior, chef de projets au département Aménagement, Urbanisme et Habitat (1982-1986) puis au département Collectivités Locales (1986-1989)<br>Chargé de mission NTIC à la SEMAM | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Réalisation de nombreux projets et études économiques en France et en Afrique subsaharienne en développement local et régional, programmation et financement des investissements publics, organisation et financement des services publics locaux, politiques de l'habitat.</b></li> <li>■ <i>A l'étranger : cf. missions réalisées ci-dessus</i></li> <li>■ <i>En France : réalisation de nombreuses études dans le domaine du développement territorial :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Assistance aux entreprises et aux municipalités dans le cadre de la mise en œuvre de la décentralisation : études stratégiques de développement et d'implantation dans le cadre de pôles d'activités économiques, études de marché pour la réalisation ou la réhabilitation de zones d'activités économiques(ZAE)</li> <li>● Etudes de financement du logement (aide au logement, diagnostic des parcs locatifs), pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations ou de l'Etat</li> <li>● Gestion et coordination des projets en tant que chef de mission</li> <li>● Assistance technique au Conseil départemental des Alpes Maritimes pour le développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (chargé de mission NTIC détaché auprès de la Société d'Aménagement des Alpes Maritimes - SEMAM) : réalisation d'études de marché et de conception de pôles d'activités (cf. téléports, télésites), notamment dans le technopôle de Sophia Antipolis</li> </ul> </li> </ul> |
| Oct 1980 - avril 1981       | France et Liban<br>100 h/j               | <b>PNUD</b><br>Agence Coopération et Développement<br>Mme Boulanger, Directrice de projets<br>+33 01 88 79 712      | Economiste Consultant  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Évaluation, conception et programmation des projets urbains dans le cadre du Programme National de Développement et de Reconstruction du Liban</b></li> </ul>   |
| Oct 1978 - juillet 1979     | France - Arabie Saoudite<br>100 h/j      | SEDES<br>Gérard Hayère, Dr Adjoint<br>+ 33 01 47 70 61 61   | Economiste Consultant  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Contribution au montage de l'enquête nationale sur l'évolution des communautés urbaines en Arabie Saoudite</b></li> </ul>   |
| Juillet 1977 - juillet 1978 | France<br>220 h/j                        | DDE des Hauts de Seine<br>www.hauts-de-seine.equipement.gouv.fr<br>Bruno Fontenaist, Dr.<br>+33 01 40 97 29 06      | Urbaniste / Chargé de mission  | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Montage d'opérations d'amélioration de l'habitat ancien dans le département des Hauts de Seine.</li> </ul>   |
| Oct 74 - juin 77            | France et Québec<br>620h/j               | CERAT / INRS / CRET   | Chargé de recherches   | <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Recherches sur les politiques socioculturelles des villes, l'évolution du tertiaire privé et la planification des transports.</li> </ul>   |

